

GUINÉE ÉQUATORIALE

Amnesty International se félicite de la libération de prisonniers
Index AI : AFR 24/13/95

Amnesty International se félicite de la libération de 26 prisonniers d'opinion en Guinée équatoriale à la suite d'une amnistie prononcée par le président Teodoro Obiang Nguema pour le 16^e anniversaire de son accession au pouvoir.

Parmi les prisonniers libérés le 3 août 1995 de la prison de Black Beach à Malabo se trouvent plusieurs dirigeants du Partido del Progreso (PP, Parti du Progrès). En avril 1995, un tribunal militaire les avait reconnus coupables d'atteinte à la sûreté de l'État, de haute trahison ou de corruption et d'offense envers le chef de l'État. Ils avaient été condamnés à des peines allant de six mois à 30 ans de détention.

Quatorze autres prisonniers d'opinion déclarés coupables d'atteinte à la sûreté de l'État en 1994 par un tribunal militaire ont également été libérés dans le cadre de l'amnistie.

Selon Amnesty International, tous les procès étaient inéquitables. La plupart des prévenus auraient été torturés au cours de la période de détention précédant le procès. Des cicatrices étaient nettement visibles lors de leur comparution devant le tribunal.

L'Organisation adresse un appel aux autorités de Guinée équatoriale pour qu'une enquête approfondie soit menée sur les tortures infligées pendant leur détention aux personnes récemment libérées et pour que les responsables soient traduits en justice.

« Nous nous réjouissons de la libération de ces prisonniers car le véritable motif de leur emprisonnement était leur opposition non violente au gouvernement », a déclaré Amnesty International.

L'Organisation engage aussi le gouvernement à libérer Weja Chicampo, ainsi qu'Aurelio Losoa et Enrique Boneke (tous deux âgés de plus de 70 ans). Il semble qu'ils soient détenus uniquement pour leur appartenance à la formation politique non violente Movimiento para la Autodeterminación de la Isla de Bioko (MAIB, Mouvement pour l'autodétermination de l'île de Bioko) |